

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Projet de règlement

Loi sur les instruments dérivés  
(chapitre I-14.01, a. 175, 1<sup>er</sup> al., par. 2°, 3°, 11°, 12° et 29°)

#### Règlement modifiant le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 175 de la *Loi sur les instruments dérivés* (chapitre I-14.01), le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés*

#### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **15 juillet 2023**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

#### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Mathieu Laberge  
Autorité des marchés financiers  
Avocat, Direction des affaires juridiques  
514 395-0337, poste 2537  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[mathieu.laberge@lautorite.qc.ca](mailto:mathieu.laberge@lautorite.qc.ca)

**Le 15 juin 2023**

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 91-507 SUR LES RÉFÉRENTIELS CENTRAUX ET LA DÉCLARATION DE DONNÉES SUR LES DÉRIVÉS

Loi sur les instruments dérivés  
(chapitre I-14.01, a. 175, 1<sup>er</sup> al., par. 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup>, 12<sup>o</sup> et 29<sup>o</sup>)

1. L'article 1 du Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés (chapitre I-14.01, r. 1.1) est modifié par l'insertion, dans le paragraphe 1 et avant la définition de « catégorie d'actifs », de la suivante :

« « banque de l'annexe III » : une banque étrangère autorisée figurant à l'annexe III de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46); ».

2. L'article 25 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, de « , l'institution financière canadienne » par « ou une banque de l'annexe III, l'institution financière canadienne ou la banque de l'annexe III ».

3. L'article 33 de ce règlement est modifié, dans le paragraphe 1 :

1<sup>o</sup> par le remplacement, dans le sous-paragraphe *a* et à la quatrième ligne, de « ou » par « , » et par l'ajout, à la fin , de « ou une banque de l'annexe III »;

2<sup>o</sup> par l'ajout, à la fin du sous-paragraphe *b*, de « ni une banque de l'annexe III ».

4. L'article 40 de ce règlement est modifié par l'ajout, à la fin du paragraphe *b*, de « ni une banque de l'annexe III ».

5. Le présent règlement entre en vigueur le 13 septembre 2023.

**Draft Regulation**

Derivatives Act  
(chapter I-14.01, s. 175, 1<sup>st</sup> par. subpar. (2), (3), (11), (12) and (29))

**Regulation to amend Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting**

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 175 of the *Derivatives Act* (chapter I-14.01), the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 30 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting*

**Request for comment**

Comments regarding the above may be made in writing by **July 15, 2023**, to the following:

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour Cominar  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Fax : (514) 864-6381  
E-mail : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Further information**

Further information is available from:

Mathieu Laberge  
Autorité des marchés financiers  
Senior Legal Counsel, Legal Affairs  
514 395-0337 ext.2537  
[mathieu.laberge@lautorite.qc.ca](mailto:mathieu.laberge@lautorite.qc.ca)

**June 15, 2023**

## REGULATION TO AMEND REGULATION 91-507 RESPECTING TRADE REPOSITORIES AND DERIVATIVES DATA REPORTING

### Derivatives Act

(chapter I-14.01, s. 175, 1<sup>st</sup> par., subpar. (2), (3), (11), (12) and (29))

**1.** Section 1 of Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting (chapter I-14.01, r. 1.1) is amended by inserting, in paragraph (1) and after the definition of “reporting counterparty”, the following:

““Schedule III bank” means an authorized foreign bank named in Schedule III of the Bank Act (S.C., 1991, c. 46);”.

**2.** Section 25 of the Regulation is amended by replacing “, the Canadian financial institution” in subparagraph (b) of paragraph (2) by “or a Schedule III bank, the Canadian financial institution or the Schedule III bank”.

**3.** Section 33 of the Regulation is amended, in paragraph (1):

(1) by replacing “, or” at the end of subparagraph (a) by “or a Schedule III bank, or”;

(2) by adding “, nor a Schedule III bank” at the end of subparagraph (b).

**4.** Section 40 of the Regulation is amended by replacing “and” at the end of paragraph (b) by “nor a Schedule III bank, and”.

**5.** This Regulation comes into force on 13 September 2023.

## 6.2.2 Publication

### Règlement modifiant le Règlement 14-101 sur les définitions et ses concordants

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, des règlements suivants :

- *Règlement modifiant le Règlement 14-101 sur les définitions;*
- *Règlement modifiant Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites;*
- *Règlement modifiant Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription ;*
- *Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus;*
- *Règlement modifiant le Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement;*
- *Règlement modifiant le Règlement 94 102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients*
- *Règlement modifiant le Règlement sur les valeurs mobilières.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de la Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 52 107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables*.

Au Québec, les règlements seront pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et seront approuvés, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entrera/entreront en vigueur à la date de sa/leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent, tandis que l'instruction générale sera adoptée sous forme d'instruction et prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur des règlements.

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Mathieu Laberge  
Autorité des marchés financiers  
Avocat, Direction des affaires juridiques  
514 395-0337, poste 2537  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[mathieu.laberge@lautorite.qc.ca](mailto:mathieu.laberge@lautorite.qc.ca)

**Le 15 juin 2023**

## Avis de publication des ACVM

### *Règlement modifiant le Règlement 14-101 sur les définitions*

#### Modifications corrélatives

Le 15 juin 2023

#### PARTIE 1 – Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) mettent en œuvre des modifications des textes suivants (collectivement, les **modifications initiales**) :

- le *Règlement 14-101 sur les définitions* (le **Règlement 14-101**);
- le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le **Règlement 31-103**);
- le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (le **Règlement 45-106**);
- le *Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés* (le **Règlement 62-103**);
- le *Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients* (le **Règlement 94-102**).

Les ACVM mettent également en œuvre des modifications des textes suivants (collectivement, les **modifications supplémentaires**) :

- le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le **Règlement 33-109**);
- l'*Instruction générale relative au Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables* (l'**Instruction générale 52-107**);
- le *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement* (le **Règlement 81-102**).

(Les modifications initiales et les modifications supplémentaires sont appelées, collectivement, les **modifications**.)

Dans certains territoires, la mise en œuvre des modifications nécessite l'approbation ministérielle. Sous réserve de l'approbation des ministres compétents, elles entreront en vigueur le 13 septembre 2023 dans tous les territoires membres des ACVM. Les renseignements sur le processus d'approbation dans chaque territoire sont fournis à l'Annexe B au présent avis.

L'Annexe A au présent avis est publiée dans tout territoire intéressé où sont proposées des modifications de la législation en valeurs mobilières locale.

Le texte des modifications est publié avec le présent avis.

-2-

On peut aussi consulter les modifications sur les sites Web suivants des membres des ACVM :

www.bcsc.bc.ca  
www.albertasecurities.com  
www.fcaa.gov.sk.ca  
www.mbsecurities.ca  
www.osc.gov.on.ca  
www.lautorite.qc.ca  
www.fcnb.ca  
nssc.novascotia.ca

## **PARTIE 2 – Objet**

Les deux modifications principales du Règlement 14-101 sont les suivantes :

- **Institution financière canadienne** : La modification du Règlement 14-101 et les modifications corrélatives des autres règlements uniformisent la définition de l'expression « institution financière canadienne » dans l'ensemble des règlements d'application pancanadienne ou multilatérale. Les modifications corrélatives visent également à supprimer les définitions existantes de cette expression dans certains règlements pancanadiens.
- **Manuel de l'ICCA** : Nous remplaçons l'expression « Manuel de l'ICCA » par « Manuel de CPA Canada » et en modifions la définition dans le Règlement 14-101 pour rendre compte de l'existence des publications distinctes de Comptables professionnels agréés du Canada (**CPA Canada**, auparavant l'Institut Canadien des Comptables Agréés, ou l'**ICCA**) qui établissent les référentiels canadiens en matière de comptabilité et de certification, de même que du changement de dénomination de l'ICCA. Les modifications corrélatives apportées aux autres règlements remplacent les expressions « Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (le Manuel) », « Manuel de l'ICCA » et « Manuel de l'ICCA – Certification » par « Manuel de CPA Canada » lorsque ces termes renvoient à la définition.

## **PARTIE 3 – Contexte**

La modification concernant la définition de l'expression « institution financière canadienne » vise à faire écho à la suggestion faite aux ACVM d'actualiser la définition proposée dans le projet de *Règlement 93-101 sur la conduite commerciale en dérivés*.

Le personnel des ACVM est arrivé à la conclusion que la meilleure approche consisterait à disposer dans le Règlement 14-101 d'une définition de cette expression qui serait commune à l'ensemble

-3-

des règlements des ACVM, et à supprimer celles apparaissant ailleurs dans les règlements d'application pancanadienne.

Pour ce qui est de la définition de l'expression « Manuel de l'ICCA », le personnel des ACVM a relevé la nécessité de la modifier quand ce manuel a été scindé en deux en 1999 et, surtout, lorsque l'ICCA est devenu CPA Canada en 2013. Il a alors été décidé de publier les modifications en même temps que d'autres modifications au Règlement 14-401. L'opportunité s'en est présentée avec la modification de la définition de l'expression « institution financière canadienne ».

#### **PARTIE 4 – Résumé des modifications**

##### Règlement 14-101

Les modifications apportées à la définition de l'expression « institution financière canadienne » s'articulent comme suit :

- La définition révisée n'englobe pas les banques étrangères figurant à l'annexe III de la *Loi sur les banques* du Canada (les **banques de l'annexe III**). Avant la modification, la définition comprenait les banques, mais l'expression « banque » n'est pas définie. Le personnel des ACVM a donc décidé de modifier la définition pour indiquer expressément que seules les banques figurant aux annexes I et II de cette loi sont visées. Les banques de l'annexe III en sont exclues, puisqu'il serait contre-intuitif de considérer une banque étrangère comme une « institution financière canadienne ».
- La nouvelle version comprend les associations régies par la *Loi sur les associations coopératives de crédit* du Canada figurant dans la définition actuelle d'« institution financière canadienne » dans le Règlement 45-106 (laquelle a été supprimée par les modifications), mais non le renvoi au paragraphe 1 de l'article 473 de cette loi, car ce paragraphe a été abrogé.
- Afin d'inclure toutes les entités pertinentes, la définition révisée mentionne toujours les caisses de crédit et les caisses populaires, mais s'y ajoutent désormais les caisses de crédit centrales, les coopératives de services financiers ainsi que les confédérations ou fédérations de coopératives de crédit qui sont constituées ou autorisées à exercer leur activité sous le régime d'une loi d'un territoire.
- La « Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins de Québec » n'y apparaît plus, cette organisation faisant partie des confédérations de coopératives de crédit et des caisses populaires qui y sont mentionnées.

La modification de la définition de l'expression « Manuel de l'ICCA », remplacée par « Manuel de CPA Canada », vise à rendre compte de l'existence des deux publications distinctes de CPA Canada qui établissent les référentiels canadiens en matière de comptabilité et de certification, de même que du changement de dénomination de l'organisation.

##### Modifications corrélatives

Nous supprimons la définition de l'expression « institution financière canadienne » dans le Règlement 31-103, le Règlement 45-106 et le Règlement 94-102. En effet, elle n'y est plus requise puisque celle énoncée dans le Règlement 14-101 s'y appliquera dès lors.

-4-

Par ailleurs, afin de maintenir le statu quo en matière d'application des règles du système d'alerte, il a fallu modifier le Règlement 62-103 pour inclure expressément les banques de l'annexe III dans la définition de l'expression « institution financière », eu égard à leur exclusion de la définition modifiée de l'expression « institution financière canadienne » dans le Règlement 14-101.

Les modifications corrélatives suivantes ont été apportées au Règlement 31-103 et au Règlement 45-106 :

- la mention d'« intermédiaire financier » dans ces deux règlements est supprimée, car cette expression a un sens plus étroit qu'« institution financière », ce qui la rend superflue;
- la définition de « banque » est supprimée du Règlement 45-106, car elle n'y est plus nécessaire, compte tenu de l'exclusion des banques de l'annexe III de la nouvelle version de la définition de l'expression « institution financière canadienne » prévue par le Règlement 14-101.

Après la publication pour consultation des modifications initiales, le personnel des ACVM a déterminé que doivent être apportées les modifications supplémentaires techniques ci-dessous :

- dans le Règlement 31-103, l'expression « Manuel de l'ICCA » est remplacée par « Manuel de CPA Canada »;
- dans la version anglaise du Règlement 33-109, l'expression « CPA Canada Handbook » est remplacée par le mot « Handbook »;
- dans l'Instruction générale 52-107, le passage « Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (le Manuel de l'ICCA). On trouvera une définition complète des IFRS et du Manuel de l'ICCA » est remplacé par « Manuel de Comptables professionnels agréés du Canada (le Manuel de CPA Canada). On trouvera une définition complète des IFRS et du Manuel de CPA Canada ». En outre, sont remplacés, partout où ils se trouvent dans la partie 2, les mots « Manuel de l'ICCA » par les mots « Manuel de CPA Canada »;
- dans le Règlement 81-102, l'expression « Manuel de l'ICCA – Certification » est remplacée par les mots « Manuel de CPA Canada ».

Les expressions ci-dessus renvoient à la définition de l'expression « Manuel de l'ICCA » et, par conséquent, la nouvelle définition de l'expression « Manuel de CPA Canada » se trouvant dans le Règlement 14-101 remplacera celle-ci.

## **PARTIE 5 – Consultation et changements**

Nous avons publié les projets de modifications initiales le 22 avril 2021 pour une période de consultation de 90 jours. Nous n'avons reçu aucun mémoire en réponse.

Nous avons apporté quelques changements aux projets de modifications, les plus notables étant résumés ci-dessous :

- nous avons ajouté le sous-paragraphe *d* à la définition de l'expression « institution financière » prévue au paragraphe 1 de l'article 1.1 du Règlement 62-103 afin que la mention des banques figurant à l'annexe III corresponde à celle qui se trouve dans d'autres règlements;

-5-

- nous avons apporté des modifications corrélatives au Règlement 31-103, à l'Annexe 33-109A6 du Règlement 33-109, à l'Instruction générale 52-107 et au Règlement 81-102 afin que les expressions « Manuel de l'ICCA », « Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (le Manuel) » et « Manuel de l'ICCA – Certification » qui se trouvent dans ces textes correspondent à la nouvelle définition de « Manuel de CPA Canada » dans le Règlement 14-101;
- nous avons changé le paragraphe 3 de l'article 1.1 du Règlement 14-101, et plus particulièrement la nature de la « société de fiducie, de prêt ou d'assurance » dont il s'agit au sous-paragraphe e de la définition de l'expression « institution financière canadienne », pour y supprimer la mention « constituée en personne morale » et rétablir le libellé actuel du Règlement 14-101, soit « autorisée à exercer son activité ».

En plus de ceux résumés ci-dessus, les modifications comprennent des changements rédactionnels d'ordre technique. Étant donné qu'ils ne sont pas importants, la plupart des membres des ACVM ne les publieront pas pour nouvelle consultation.

Outre les changements effectués dans les projets de modifications, des modifications corrélatives seront apportées au *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* au Québec et à la *Rule 91-507 Trade Repositories and Derivatives Data Reporting* au Manitoba (collectivement, le **Règlement 91-507**). Afin de maintenir le statu quo en ce qui concerne les obligations de communication de données, il a fallu modifier l'article 25 (la **modification locale**) du Règlement 91-507 pour faire expressément mention des banques de l'annexe III, eu égard à leur exclusion de la définition modifiée de l'expression « institution financière canadienne » dans le Règlement 14-101. Les modifications locales seront soumises à une consultation de 30 jours au Québec et au Manitoba qui s'amorcera à la date de publication définitive des modifications, et elles entreront en vigueur le même jour que les modifications, soit le 13 septembre 2023.

#### **PARTIE 6 – Points d'intérêt local**

L'Annexe A est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, y compris des avis ou d'autres documents de politique locaux. Elle contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

-6-

**PARTIE 7 – Questions**

Si vous avez des commentaires ou des questions, veuillez communiquer avec l'un des membres du personnel des ACVM ci-dessous.

Mathieu Laberge  
Autorité des marchés financiers  
Avocat, Direction des affaires juridiques  
514 395-0337, poste 2537  
[mathieu.laberge@lautorite.qc.ca](mailto:mathieu.laberge@lautorite.qc.ca)

Noreen Bent  
British Columbia Securities Commission  
Chief, Corporate Finance Legal Services  
604 899-6741  
[NBent@bcsc.bc.ca](mailto:NBent@bcsc.bc.ca)

Jennifer Smith  
Alberta Securities Commission  
Senior Legal Counsel  
Office of the General Counsel  
403 355-3898  
[jennifer.smith@asc.ca](mailto:jennifer.smith@asc.ca)

Namita Balgi  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
Legal Counsel  
General Counsel's Office  
416 204-8985  
[nbalgi@osc.gov.on.ca](mailto:nbalgi@osc.gov.on.ca)

## ANNEXE A

## POINTS D'INTÉRÊT LOCAL – QUÉBEC

Au Québec, sous réserve de l'approbation du ministre compétent, le *Règlement sur les valeurs mobilières* (chapitre V-1.1, r. 50) sera modifié comme suit :

1. ***Le Règlement sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1, r. 50) est modifié par le présent règlement.***
2. ***L'Annexe VII est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 4 de la partie 1, de « Manuel de l'ICCA » par « Manuel de CPA Canada ».***
3. Ce règlement entre en vigueur le 13 septembre 2022.

En outre, nous publions pour une période de consultation de 30 jours une modification corrélative du *Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés* (chapitre I-14.01, r. 1.1). Cette modification a pour but d'y inclure expressément les banques de l'annexe III afin de maintenir le statu quo en regard de la nouvelle définition de l'expression « institution financière canadienne » prévue dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* (chapitre V, r. 3).

Tout règlement pris par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») doit être soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'une période de 30 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité.

## ANNEXE B

### PRISE DES RÈGLEMENTS

Les modifications seront mises en œuvre de la manière suivante :

- sous forme de règles en Alberta, en Colombie-Britannique, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, au Nunavut, en Ontario, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon;
- sous forme de règlements au Québec;
- sous forme de règlements de la commission en Saskatchewan.

En Ontario, les modifications, ainsi que les autres documents requis, ont été remis au ministre des Finances le 15 juin 2023 ou vers cette date. Le ministre peut les entériner, les rejeter ou exiger qu'elles soient réétudiées. Si le ministre les approuve ou ne prend pas d'autres mesures, elles entreront en vigueur le 13 septembre 2023.

Au Québec, les modifications sont prises sous forme de règlements en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et doivent être approuvées, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Les règlements entreront en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'ils indiquent. Ils sont également publiés au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers.

En Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse, la mise en œuvre des modifications est subordonnée à l'approbation du ministre compétent. Si toutes les approbations nécessaires sont obtenues, les modifications entreront en vigueur le 13 septembre 2023.

En Saskatchewan, la mise en œuvre des modifications est subordonnée à l'approbation du ministre compétent. Sous réserve de cette approbation, elles entreront en vigueur le 13 septembre 2023 ou, si elle est obtenue ultérieurement, à la date de leur dépôt auprès du registraire des règlements.

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 14-101 SUR LES DÉFINITIONS

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3) est modifié, dans le paragraphe 3 :

1° par le remplacement de la définition de « institution financière canadienne » par la suivante :

« « institution financière canadienne » : les entités suivantes :

*a)* une banque figurant à l'annexe I ou II de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46);

*b)* une personne morale au sens de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt (L.C. 1991, c. 45) et régie par celle-ci;

*c)* une association au sens de la Loi sur les associations coopératives de crédit (L.C. 1991, c. 48) et régie par celle-ci;

*d)* une société d'assurances ou une société de secours mutuel constituée ou formée sous le régime de la Loi sur les sociétés d'assurances (L.C. 1991, c. 47);

*e)* une société de fiducie, de prêt ou d'assurance autorisée à exercer son activité sous le régime d'une loi d'un territoire du Canada;

*f)* une caisse de crédit, une caisse de crédit centrale, une caisse populaire, une coopérative de services financiers ou une confédération ou fédération de coopératives de crédit qui est constituée ou autorisée à exercer son activité sous le régime d'une loi d'un territoire du Canada;

*g)* un *treasury branch* établi par une loi d'un territoire du Canada; »;

2° par le remplacement de la définition de « Manuel de l'ICCA » par la suivante :

« « Manuel de CPA Canada » : les manuels suivants :

*a)* le Manuel de Comptables professionnels agréés du Canada – Comptabilité, et ses modifications;

*b)* le Manuel de Comptables professionnels agréés du Canada – Certification, et ses modifications; »;

3° par le remplacement, dans la définition de « NAGR canadiennes » et de « PCGR canadiens », de « l'ICCA » par « CPA Canada »;

2. Le présent règlement entre en vigueur le 13 septembre 2023.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-103 SUR LES OBLIGATIONS ET DISPENSES D'INSCRIPTION ET LES OBLIGATIONS CONTINUES DES PERSONNES INSCRITES**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 11° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10) est modifié par la suppression de la définition de « institution financière canadienne ».
2. L'article 8.19 de ce règlement est modifié par la suppression, dans le sous-paragraphe *a* du paragraphe 2, du sous-paragraphe *iii*.
3. L'annexe 31-103A1 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans les notes relatives à la ligne 5, de « Manuel de l'ICCA » par « Manuel de CPA Canada ».
4. Le présent règlement entre en vigueur le 13 septembre 2023.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 33-109 SUR LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'INSCRIPTION**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°)

1. L'annexe 33-109A6 du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription (chapitre V-1.1, r. 12) est modifiée par le remplacement, dans le texte anglais de la note relative à la ligne 5 de l'Appendice C, de « CPA Canada Handbook » par « Handbook ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 13 septembre 2023.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 11° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21) est modifié par la suppression de la définition de « banque » et de « institution financière canadienne ».
2. L'article 2.43 de ce règlement est modifié par la suppression, dans le paragraphe *a*, du sous-paragraphe *iii*.
3. Le présent règlement entre en vigueur le 13 septembre 2023.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 52-107 SUR LES PRINCIPES COMPTABLES ET NORMES D'AUDIT ACCEPTABLES**

1. L'article 1.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables* est modifié par le remplacement de « Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (le Manuel de l'ICCA). On trouvera une définition complète des IFRS et du Manuel de l'ICCA » par « Manuel de Comptables professionnels agréés du Canada (le Manuel de CPA Canada). On trouvera une définition complète des IFRS et du Manuel de CPA Canada ».
2. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où ceci se trouve dans la partie 2, de « Manuel de l'ICCA » par « Manuel de CPA Canada ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 62-103 SUR LE SYSTÈME D'ALERTE ET QUESTIONS CONNEXES TOUCHANT LES OFFRES PUBLIQUES ET LES DÉCLARATIONS D'INITIÉS**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 62-103 sur le système d'alerte et questions connexes touchant les offres publiques et les déclarations d'initiés (chapitre V-1.1, r. 34) est modifié par l'ajout, dans le paragraphe 1 et après le sous-paragraphe *c* de la définition de « institution financière », du suivant :

« *d*) une banque étrangère autorisée figurant à l'annexe III de la Loi sur les banques (L.C. 1991, c. 46); ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le 13 septembre 2023.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS  
D'INVESTISSEMENT**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1<sup>o</sup>)

1. L'annexe B-1, l'annexe B-2 et l'annexe B-3 du Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 39) sont modifiées par le remplacement, partout où ceci se trouve, de « Manuel de l'ICCA – Certification » par « Manuel de CPA Canada ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 13 septembre 2023.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 94-102 SUR LA COMPENSATION  
DES DÉRIVÉS ET LA PROTECTION DES SÛRETÉS ET DES POSITIONS DES  
CLIENTS**

Loi sur les instruments dérivés  
(chapitre I-14.01, a. 175, 1<sup>er</sup> al., par. 2°, 9°, 11° et 12°)

1. L'article 1 du Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients (chapitre I-14.01, r. 0.001) est modifié par la suppression, dans le paragraphe 1, de la définition de « institution financière canadienne ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 13 septembre 2023.

## **RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°)

1. L'annexe VII du Règlement sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1, r. 50) est modifiée par le remplacement, dans le troisième alinéa du paragraphe 4 de la partie I, de « Manuel de l'ICCA » par « Manuel de CPA Canada ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le 13 septembre 2023.

**Regulation to amend Regulation 14-101 respecting Definitions and concordant regulations**

The *Autorité des marchés financiers* (the “Authority”) is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 14-101 respecting Definitions.*
- *Regulation to amend Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations;*
- *Regulation to amend Regulation 33-109 respecting Registration Information;*
- *Regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions;*
- *Regulation to amend Regulation 62-103 respecting The Early Warning System and Related Take-Over Bid and Insider Reporting Issue;*
- *Regulation to amend Regulation 81-102 respecting Investment Funds;*
- *Regulation to amend Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions;*
- *Regulation to amend Securities Regulation.*

The Authority is also publishing in this Bulletin amended text, in English and French, of the *Amendments to Policy Statement to Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards.*

In Québec, the Regulations will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulations. The Policy Statement will be adopted as a policy and will take effect concomitantly with the Regulations.

**Additional Information**

Further information is available from:

Mathieu Laberge  
Autorité des marchés financiers  
Senior Legal Counsel, Legal Affairs  
514 395-0337 ext.2537  
[mathieu.laberge@lautorite.qc.ca](mailto:mathieu.laberge@lautorite.qc.ca)

**June 15, 2023**

## CSA Notice of Publication

### *Regulation to amend Regulation 14-101 respecting Definitions*

### Consequential Amendments

June 15, 2023

#### PART 1 – Introduction

The Canadian Securities Administrators (**CSA** or **we**) are adopting amendments to:

- *Regulation 14-101 respecting Definitions* (**Regulation 14-101**);
- *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (**Regulation 31-103**);
- *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* (**Regulation 45-106**);
- *Regulation 62-103 respecting The Early Warning System and Related Take-Over Bid and Insider Reporting Issues* (**Regulation 62-103**);
- *Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions* (**Regulation 94-102**)

(collectively, the **Initial Amendments**).

The CSA is also adopting amendments to:

- *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (**Regulation 33-109**);
- *Policy Statement to Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards* (**Policy Statement 52-107**);
- *Regulation 81-102 respecting Investment Funds* (**Regulation 81-102**)

(collectively, the **Additional Amendments**)

(the Initial Amendments and the Additional Amendments are collectively the **Amendments**.)

In some jurisdictions, ministerial approvals are required for the adoption of the Amendments. Provided all necessary ministerial approvals are obtained, the Amendments will come into force on September 13, 2023 in all CSA jurisdictions. Annex B of this Notice provides information about each jurisdiction's approval process.

Annex A is being published in any local jurisdiction that is proposing related changes to local securities laws in that jurisdiction.

The text of the Amendments is published with this Notice.

The Amendments are also available on the following websites of CSA jurisdictions:

-2-

www.bcsc.bc.ca  
www.albertasecurities.com  
www.fcaa.gov.sk.ca  
www.mbsecurities.ca  
www.osc.gov.on.ca  
www.lautorite.qc.ca  
www.fcnc.ca  
nssc.novascotia.ca

## PART 2 – Substance and Purpose

The two central Amendments to Regulation 14-101 are:

- Canadian financial institution: The amendment to Regulation 14-101, and consequential amendments to other instruments, provide a uniform definition of “Canadian financial institution” that applies to all national and multilateral instruments. The consequential amendments also repeal existing definitions of the same expression contained in certain national instruments.
- Handbook: The amendment to Regulation 14-101 introduces a revised definition of “Handbook” to reflect the separate publications of the Chartered Professional Accountants of Canada (CPAC) that set out the Canadian accounting and assurance frameworks. The consequential amendments to other instruments replace the terms “CICA Handbook”, “CPA Canada Handbook”, “Canadian Institute of Chartered Accountants (the Handbook)” and “CICA Handbook – Assurance” with “Handbook” where those terms are in reference to the definition.

## PART 3 – Background

The Amendments to the definition of Canadian financial institution were initiated as a result of comments we received for the CSA project on Draft *Regulation 93-101 respecting Derivatives: Business Conduct (Regulation 93-101)*, which suggested that an update be made to the definition of “Canadian financial institution” used in Draft Regulation 93-101.

CSA staff studied this matter and concluded that the preferred approach would be to have a common definition in Regulation 14-101 of “Canadian financial institution” for all CSA instruments and to repeal definitions of that expression elsewhere in the national instruments.

The Amendments to the definition of “Handbook” were identified by CSA staff when the CPAC, formerly, the Canadian Institute of Chartered Accountants (CICA), separated the Handbook into two publications in 1999. However, the driving force for the change to the definition of “Handbook” occurred when the CICA became the CPAC in 2013, at which time it was determined

-3-

that these amendments would be published for comment when other amendments to Regulation 14-101 were published. CSA staff determined that it is appropriate to publish the amendments to the definition of “Handbook” concurrently with the amendments to the definition of “Canadian financial institution.”

#### **PART 4 – Summary of the Amendments**

##### Regulation 14-101

The amendments to the definition of “Canadian financial institution” are as follows:

- The revised definition of “Canadian financial institution” does not include a foreign bank listed in Schedule III to the *Bank Act* (Canada) (**Schedule III Bank**). Prior to this revision, the definition of “Canadian financial institution” in Regulation 14-101 included a “bank”, but “bank” is not defined. CSA staff determined that the definition of “Canadian financial institution” should be revised to specifically indicate that the only banks included are those listed in Schedule I and II to the *Bank Act* (Canada). Schedule III Banks are not included in the revised definition, as it would be counterintuitive to include a foreign bank as a “Canadian financial institution.”
- The revised definition includes, from the current definition of “Canadian financial institution” in Regulation 45-106 (which definition is being repealed as part of the Amendments) an association to which the *Cooperative Credit Associations Act* (Canada) applies, but does not include a reference to subsection 473(1) of that Act because that subsection has been repealed.
- The revised definition retains a reference to a credit union and a caisse populaire and adds a reference to a central credit union, financial services cooperative, credit union league or federation that is incorporated or otherwise authorized to carry on business by or under an Act of the legislature of a jurisdiction to ensure that the definition includes all relevant references.
- The revised definition does not refer to “the Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins de Québec”, as this organization is now included in the revised definition because of that definition’s references to a credit union league and a caisse populaire.

The revised definition of “Handbook” reflects that the CPAC have separate publications dealing with accounting and assurance.

##### Consequential Amendments

We are repealing the definitions of “Canadian financial institution” from Regulation 31-103, Regulation 45-106 and Regulation 94-102. These definitions are no longer required in those national instruments, as the definition of that expression in Regulation 14-101 will apply to these national instruments.

CSA staff determined that, in order to maintain the status quo for the application of the early warning requirements, an amendment was required to Regulation 62-103 to specifically include Schedule III Banks in the definition of “financial institution” given the exclusion of Schedule III Banks from the amended definition of “Canadian financial institution” in Regulation 14-101.

-4-

The following are consequential amendments to Regulation 31-103 and Regulation 45-106:

- References to “financial intermediary” in Regulation 31-103 and Regulation 45-106 are being removed since that expression is narrower than “Canadian financial institution” and thus not necessary.
- The definition of “bank” in Regulation 45-106 is being removed since it is not necessary in light of the exclusion of Schedule III Banks from the amended definition of “Canadian financial institution” in Regulation 14-101.

Subsequent to the Initial Amendments being published for comment, CSA staff determined that the following Additional Amendments, all of which are technical in nature, are required to be made to Regulation 31-103, 33-109F6, Policy Statement 52-107 and Regulation 81-102:

- Reference to “CICA Handbook” in Regulation 31-103 is being replaced with “Handbook”.
- Reference to “CPA Canada Handbook” in Regulation 33-109 is being replaced with “Handbook”.
- Reference to “Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants (the Handbook)” in Policy Statement 52-107 is being replaced with “Handbook”.
- Reference to “CICA Handbook – Assurance” in Regulation 81-102 is being replaced with “Handbook”.

The terms mentioned above are in reference to the definition of “Handbook” and therefore the new definition of “Handbook” in Regulation 14-101 will apply in place of these terms.

#### **PART 5- Comments and Changes**

We published the proposed Initial Amendments for comment on April 22, 2021 for a 90-day comment period. We received no comment letters on the proposed Initial Amendments.

We have made a few changes to the proposed Amendments, of which, the notable changes are summarized below:

- We have added subsection 1.1(1) (d) to Regulation 62-103 to ensure that the reference to a Schedule III bank in this national instrument reflects the reference to a Schedule III bank in other national instruments.
- We have made consequential amendments to Regulation 31-103, Form 33-109F6, Policy Statement 52-107 and Regulation 81-102, so that the terms “CICA Handbook”, “CPA Canada Handbook”, “Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants (the Handbook)” and “CICA Handbook – Assurance” in these instruments match the revised definition of “Handbook” in Regulation 14-101.
- We have amended subsection 1.1(3) of Regulation 14-101, and in particular, the meaning of a “trust, loan or insurance corporation” in subsection (e) of “Canadian financial institution” by deleting the word “incorporated” and reverting to the current “authorized to carry on business” wording in Regulation 14-101.

-5-

In addition to the changes summarized above, the Amendments also include technical drafting changes. Since the above-noted changes are not material, most jurisdictions are not publishing the changes for a further comment period.

In addition to changes to the proposed Amendments, consequential amendments will also be made to Québec's *Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting* and Manitoba's *Rule 91-507 Trade Repositories and Derivatives Data Reporting* (together **Local Regulation 91-507**). CSA staff determined that, in order to maintain the status quo for the data reporting requirements, an amendment (**Local Amendment**) was required to section 25 of Rule 91-507 to specifically include a reference to Schedule III Banks given the exclusion of Schedule III Banks from the amended definition of "Canadian financial institution" in Regulation 14-101. A 30-day consultation period regarding the Local Amendments will be conducted in Québec and Manitoba, commencing on the same date as the final publication of the Amendments. The Local Amendments will come into force on the same day as the Amendments, namely September 13, 2023.

#### **PART 6– Local Matters**

Annex A is being published in any local jurisdiction that is making related changes to local securities law, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

#### **PART 7– Questions**

If you have any questions, please contact any of the CSA staff listed below.

Mathieu Laberge  
 Autorité des marchés financiers  
 Senior Legal Counsel, Legal Affairs  
 514 395-0337 ext.2537  
[mathieu.laberge@lautorite.qc.ca](mailto:mathieu.laberge@lautorite.qc.ca)

Noreen Bent  
 British Columbia Securities Commission  
 Chief, Corporate Finance Legal Services  
 604 899-6741  
[NBent@bcsc.bc.ca](mailto:NBent@bcsc.bc.ca)

Jennifer Smith  
 Alberta Securities Commission  
 Senior Legal Counsel  
 Office of the General Counsel  
 403 355-3898  
[jennifer.smith@asc.ca](mailto:jennifer.smith@asc.ca)

Namita Balgi  
 Ontario Securities Commission  
 Legal Counsel  
 General Counsel's Office  
 416 204-8985  
[nbalgi@osc.gov.on.ca](mailto:nbalgi@osc.gov.on.ca)

## ANNEX A

## LOCAL MATTERS – QUÉBEC

In Québec, subject to Ministerial approval, the *Securities Regulation* (chapter V-1.1, r. 50) will be amended as follows:

1. ***The Securities Regulation, chapter V-1.1, r.50, is amended by this Regulation.***
2. ***Schedule VII is amended by replacing, in paragraph 4 of Part I, “CICA Handbook” by “Handbook”.***
3. This Regulation comes into force on 13 September 2023.

We are also publishing, for a 30-day comment period, consequential amendments to *Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting* (chapter I-14.01, r. 1.1). These amendments are intended to specifically include Schedule III Banks to maintain the status quo given the new definition of “Canadian financial institution” in *Regulation 14-101 respecting Definitions* (chapter V-1.1, r.3).

A regulation of the Autorité des marchés financiers (the “Authority”) must be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without modification, at the end of a period of 30 days from its publication in the Bulletin of the Authority.

## ANNEX B

### ADOPTION OF THE REGULATIONS

The Amendments are being implemented as:

- a rule in each of Alberta, British Columbia, Manitoba, New Brunswick, Newfoundland and Labrador, Northwest Territories, Nova Scotia, Nunavut, Ontario, Prince Edward Island and Yukon
- a regulation in Québec
- a commission regulation in Saskatchewan

In Ontario, the Amendments, as well as other required materials, were delivered to the Minister of Finance on or about June 15, 2023. The Minister may approve or reject the Amendments or return them for further consideration. If the Minister approves the Amendments or does not take any further action, the Amendments will come into force on September 13, 2023.

In Québec, the Amendments are adopted as regulations made under section 331.1 of the *Securities Act* (Québec) and must be approved, with or without amendment, by the Minister of Finance. The regulations will come into force on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date specified in the regulations. They are also published in the Bulletin of the Autorité des marchés financiers.

In British Columbia and Nova Scotia, the adoption of the Amendments is subject to ministerial approval. If all necessary approvals are obtained, the Amendments will come into force on September 13, 2023.

In Saskatchewan, the implementation of the Amendments is subject to ministerial approval. If all necessary approvals are obtained, the Amendments will come into force on September 13, 2023 or, if all necessary approvals are obtained after September 13, 2023, on the day on which they are filed with the Registrar of Regulations.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 14-101 RESPECTING DEFINITIONS

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Section 1.1 of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) is amended, in paragraph (3):

(1) by replacing the definition of “Canadian financial institution” by the following:

““Canadian financial institution” means

- (a) a bank listed in Schedule I or II to the Bank Act (S.C., 1991, c. 46),
- (b) a body corporate, as defined in the Trust and Loan Companies Act (S.C., 1991, chapter 45) and to which that Act applies,
- (c) an association, as defined in the Cooperative Credit Associations Act (S.C., 1991, c. 48) and to which that Act applies,
- (d) an insurance company or a fraternal benefit society incorporated or formed under the Insurance Companies Act (S.C. 1991, c. 47),
- (e) a trust, loan or insurance corporation authorized to carry on business by or under an Act of the legislature of a jurisdiction of Canada,
- (f) a credit union, central credit union, *caisse populaire*, financial services cooperative or credit union league or federation that is incorporated or otherwise authorized to carry on business by or under an Act of the legislature of a jurisdiction of Canada, or
- (g) a treasury branch established by or under an Act of the legislature of a jurisdiction of Canada”;

(2) by replacing the definition of “Handbook” by the following:

““Handbook” means

- (a) the Chartered Professional Accountants of Canada Handbook - Accounting, as amended from time to time, and
- (b) the Chartered Professional Accountants of Canada Handbook - Assurance, as amended from time to time;”.

2. This Regulation comes into force on 13 September 2023.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 31-103 RESPECTING  
REGISTRATION REQUIREMENTS, EXEMPTIONS AND ONGOING  
REGISTRANT OBLIGATIONS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (chapter V-1.1, r. 10) is amended by striking out the definition of “Canadian financial institution”.
2. Section 8.19 of the Regulation is amended by striking out, in subparagraph (a) of paragraph (2), subparagraph (iii).
3. Form 31-103F1 of the Regulation is amended by replacing “CICA Handbook”, in the notes pertaining to line 5, by “Handbook”.
4. This Regulation comes into force on 13 September 2023.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 33-109 RESPECTING  
REGISTRATION INFORMATION**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1))

1. Form 33-109F6 of Regulation 33-109 respecting Registration Information (chapter V-1.1, r. 12) is amended by replacing “CPA Canada Handbook”, in the notes pertaining to line 5 of Schedule C, by “Handbook”.
2. This Regulation comes into force on 13 September 2023.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS EXEMPTIONS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (11) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21) is amended by striking out the definitions of “bank” and “Canadian financial institution”.
2. Section 2.43 of the Regulation is amended by striking out, in paragraph (a), subparagraph (iii), with the necessary changes.
3. This Regulation comes into force on 13 September 2023.

**AMENDMENTS TO *POLICY STATEMENT TO REGULATION 52-107 RESPECTING ACCEPTABLE ACCOUNTING PRINCIPLES AND AUDITING STANDARDS***

1. Section 1.1 of *Policy Statement to Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards* is amended by replacing “Handbook of the Canadian Institute of Chartered Accountants (the Handbook)” by “Handbook”.
2. The Policy Statement is amended by replacing all occurrences of “Manuel de l’ICCA”, in the French text of part 2, by “Manuel de CPA Canada”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 62-103 RESPECTING THE EARLY WARNING SYSTEM AND RELATED TAKE-OVER BID AND INSIDER REPORTING ISSUES**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (34))

1. Section 1.1 of Regulation 62-103 respecting The Early Warning System and Related Take-Over Bid and Insider Reporting Issues (chapter V-1.1, r. 34) is amended by adding, in paragraph (1) and after subparagraph (c) of the definition of “financial institution”, the following, with the necessary changes:

“(d) an authorized foreign bank named in Schedule III of the Bank Act (S.C., 1991, c. 46);”.

2. This Regulation comes into force on 13 September 2023.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1))

1. Appendice B-1, Appendice B-2 and Appendice B-3 of Regulation 81-102 respecting Investment Funds (chapter V-1.1, r. 39) are amended by replacing all occurrences of “CICA Handbook – Assurance” by “Handbook”.
2. This Regulation comes into force on 13 September 2023.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 94-102 RESPECTING DERIVATIVES:  
CUSTOMER CLEARING AND PROTECTION OF CUSTOMER COLLATERAL  
AND POSITIONS**

Derivatives Act  
(chapter I-14.01, s. 175, 1<sup>st</sup> par., subpar. (2), (9), (11) and (12))

1. Section 1 of Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions (chapter I-14.01, r. 0.001) is amended by striking out, in paragraph (1), the definition of “Canadian financial institution”.
2. This Regulation comes into force on 13 September 2023.

## **REGULATION TO AMEND THE SECURITIES REGULATION**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1))

1. Schedule VII of the Securities Regulation (chapter V-1.1, r. 50) is amended by replacing “CICA Handbook”, in the third paragraph of paragraph 4 of part I, by “Handbook”.
2. This Regulation comes into force on 13 September 2023.